



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

27 Novembre 2023

État d'Israël assassin, États impérialistes complices

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique ressemble à celle d'un génocide.

Les bombes n'ont rien épargné, ni personne. Presque quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

Le gouvernement israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême-droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des travailleurs d'origine thaïlandaise, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour ! Ce que veut le gouvernement au pouvoir en Israël, c'est la guerre totale pour continuer le processus de colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les populations palestiniennes et qui sème la guerre à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, les attaques continuent contre ceux qui expriment leur solidarité

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « Israël assassin, impérialistes complices » a été interdite par la préfecture.

À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « pas en notre nom ! » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ? Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres, il ne veut pas que les universités françaises s'agitent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marcherons pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gênons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation.

Il n'y a rien à en attendre, alors rentrons nous-mêmes dans l'action !

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.

Soins déambulatoires

La pénurie de personnel soignant n'est pas l'apanage des services publics hospitaliers français. C'est partout dans le monde que les métiers de la Santé sont en crise, et les administrations ne savent plus quoi inventer pour palier ses manquements.

La Suisse n'est pas en reste de « solutions » en décidant de passer l'intégralité des soins chirurgicaux en ambulatoire. L'objectif assumé est de ne garder aucun patient durant les nuits et de passer à des horaires de bureau (9h-17h du lundi au vendredi). Voilà une grosse "économie" d'effectif qui va forcément peser sur les conditions de travail de nos collègues et sur la qualité de la prise en soins des patients. Le pire dans tout cela, c'est que cette manœuvre ne résout même pas le problème initial : les coûts ne sont couverts qu'à hauteur de 84%. Il serait temps de penser un système de soins en fonction des besoins réels des travailleurs et des usagers, et d'arrêter de laisser des financiers de pacotille décider de notre avenir.

Un mois de salaire de perdu !

Avec la hausse des prix, en 2022, il aurait fallu déboursier en moyenne 1 320 euros de plus pour consommer la même chose qu'en 2021, selon une estimation de l'Insee. Un mois de smic ! Sans surprise, l'inflation a pesé plus fortement sur les plus modestes. D'abord parce que les prix ont augmenté le plus sur les produits de première nécessité. Mais aussi parce que, pendant que les salaires stagnaient, les revenus du patrimoine ont, eux, fortement augmenté grâce à la hausse des taux d'intérêt. Cette situation n'a fait que s'aggraver en 2023. Alors le meilleur moyen de s'en sortir est d'obtenir une augmentation de salaire de 400 euros net par mois.

À Crépol, l'extrême droite fait feu de tout bois

Instrumentalisant la mort dramatique du jeune Thomas, assassiné dans une rixe, l'extrême droite se montre dans la rue et sur les murs dans la Drôme. Une mosquée de Valence a été taguée : « un bon musulman est un musulman mort. Justice pour Thomas ». Mais ce week-end, la violence raciste est encore montée d'un cran. Une manifestation de nazillons a eu lieu à Roman-sur-Isère. Les nervis, prêts à en découdre avec les jeunes « de quartier », ont défilé aux cris de « La rue, la France nous appartient ». Tous ceux qui insufflent le racisme anti-arabe, de Macron à l'extrême droite, sont responsables des coups de poing de ces fascistes aux petits pieds, qui se sentent pousser des ailes.

Gaza : le directeur de l'hôpital al-Shifa arrêté par les Israéliens

Khaled Abou Samra, chef de service à l'hôpital al-Shifa, le plus grand du territoire, a annoncé l'arrestation du directeur de l'établissement, le docteur Mohammed Abou Salmiya, avec plusieurs autres cadres soignants. Le 18 novembre le Dr Salmiya s'était opposé pour la seconde fois à l'ordre donné par les Israéliens d'évacuer complètement l'établissement. Rappelons que, depuis le début de la guerre, les hôpitaux ont été, ainsi que les centres de soin et les ambulances, des cibles privilégiées de l'occupant. Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a souligné que le système de santé de la bande de Gaza était « à genoux ». De plus, selon l'Agence onusienne chargée de la coordination humanitaire, 20 des 36 hôpitaux du territoire ne sont plus opérationnels.

Rejoignez le collectif des soignantes pour Gaza !

Depuis plusieurs semaines des collègues soignants des hôpitaux de Paris manifestent pour dénoncer le massacre de la population palestinienne en cours, et pour soutenir les collègues à Gaza qui soignent les blessés, et qui travaillent dans des hôpitaux qui risquent de se faire bombarder à chaque instant par l'armée israélienne.

Elles ont monté un collectif national « *soignantes pour gaza* », à suivre sur les réseaux.

Insta et Twitter/x : @soignantesprgaza

Halte au génocide du peuple palestinien !

Contre la colonisation et ses soutiens impérialistes : amplifions la solidarité internationale !

Meeting unitaire

le 29 novembre à 19h au FEC

17 PLACE SAINT ETIENNE STRASBOURG